

## GRACCHUS BABEUF,



## UNE CERTAINE IDÉE DE L'ÉGALITÉ

Gracchus Babeuf (1760-1797), le premier dans la Révolution française, surmonta la contradiction à laquelle s'étaient heurtés tous les politiques dévoués à la cause populaire, entre l'affirmation du droit à l'existence et le maintien de la propriété privée et de la liberté économique. Par la pensée et par l'action, il dépassa son temps, il s'affirma l'initiateur d'une société nouvelle.

Si le monde se réduisait à un village de 100 personnes :

- 3 6 personnes posséderaient 59% de la richesse totale
- 3 80 vivraient dans de mauvaises maisons
- 3 70 seraient analphabètes
- 3 50 souffriraient de malnutrition

Est-ce là l'image d'un monde juste où préside l'égalité et le partage des richesses ? La liberté sans égalité a-t-elle un sens ?

**Cette préoccupation** n'est pas nouvelle, elle était déjà présente dans la philosophie des Lumières : Thomas MORE et les utopistes avaient déjà rêvé d'un monde parfait ; le premier à avoir tenté d'instaurer une société égalitaire fut le révolutionnaire François-Noël BABEUF dit Gracchus BABEUF, journaliste, agitateur politique et conspirateur principalement connu pour son rôle de premier plan dans la conspiration des Égaux qui échouera au printemps 1796.

Considérant que la Révolution française n'avait pas pleinement réalisé les attentes qu'elle avait suscitées 7 ans plus tôt, Babeuf et les Égaux souhaitaient mettre en place, à travers les mots d'ordre de « bien commun » et de « communauté des biens », une société où la terre ne serait à personne et où les fruits de la terre seraient à tout le monde.

L'entreprise babouviste échoua mais elle reçut l'éloge de Karl Marx qui estima qu'elle avait fait germer l'idée Communiste.

François Noël BABEUF est né à Saint Quentin en novembre 1760 d'une famille pauvre de 13 enfants dont 3 survécurent. Son père, Claude Babeuf déserteur amnistié était commis des gabelles aux fermes du roi.

Il dira de son enfance : « *Je me rappelle encore du ton soldatesque et des gestes plus que cavaliers avec lesquels mon père a persécuté mon enfance, au point de me faire maudire ma malheureuse existence* ».

Dès 14 ans on lui fit gagner ses journées à travailler au canal de Picardie, mais la dureté du travail le détermina à chercher les moyens de gagner sa vie autrement.

C'est ainsi qu'il entra à 17 ans comme petit clerc au service d'un notaire.

Autodidacte, son avidité à apprendre lui permet de s'installer comme feudiste (c.à.d. spécialiste du droit féodal) à l'âge de 20 ans en 1781. Il se marie en 1782 avec Marie LANGLET, femme de chambre, dont il aura 5 enfants. Il étudie les théoriciens du droit féodal, ce qui lui donne rapidement une petite aisance financière. A cette même époque il s'intéresse à la philosophie de VOLTAIRE, PLATON, ARISTOTE, ROUSSEAU, et surtout MORELLY, auteur peu connu des Lumières, qui avec son « Code de la Nature » publié en 1773 proclame une condamnation globale de la propriété privée considérée comme la source des maux de l'Humanité.

BABEUF nourrit des idées ouvertement égalitaires dès 1786 : dans une « lettre sur les fermes collectives » de juin 1786 il préconise l'attribution de contrats de fermage à des collectifs paysans autogérés. La collectivisation est pour lui la première et la moindre des satisfactions que les riches propriétaires fonciers se doivent de consentir aux pauvres s'ils ne veulent pas les voir se révolter. Il a néanmoins assez peu d'illusions sur son projet attendu que « *l'on a trop l'occasion de se convaincre que l'habitude est une incurable maladie* ».

Il condamne le mariage patriarcal, l'exploitation de la femme et « la loi de la misérable supériorité des hommes ». A son avis, les progrès de la civilisation amèneraient inéluctablement l'affranchissement de la femme. Cette lettre de juin 1786 se conclut par une dissertation sur les malheurs de l'humanité à travers les âges l'amenant à poser que le droit de vivre est antérieur et prééminent au droit de propriété et qu'il convient de réformer toutes choses conformément à cette hiérarchie. Pour BABEUF « *Tous les humains sont frères et ont un droit égal au bien-être dans cette vie* ».

Mars 1789, les citoyens de Roye se réunissent en assemblée primaire pour élire leur député aux États généraux et rédiger le cahier des Doléances. BABEUF propose d'y joindre une proposition sur « l'abolition des fiefs et la suppression du droit d'aînesse » mais sans succès

BABEUF vient à Paris le 17 juillet 1789, pour la publication de son ouvrage : « le cadastre perpétuel » dédié aux États Généraux chargés de résoudre la crise financière du royaume, dans lequel il propose une contribution unique sur les biens et les revenus. La jeune Assemblée Nationale du Tiers État ne donne aucune suite à sa proposition, il rentre donc en Picardie.

L'année suivante, il rédige une pétition sur les impôts, adressée à l'Assemblée Nationale, dans laquelle il démontre que les aides, la gabelle, les droits d'entrée aux villes ne doivent plus subsister chez les Français devenus libres. Environ 800 communes picardes adoptent cette pétition et la font parvenir à Paris. Considéré comme l'un des organisateurs de ce mouvement populaire picard, il est arrêté et conduit à la Conciergerie de Paris le 19 mai 1790. Défendu par MARAT dans « l'ami du peuple » il est libéré 2 mois plus tard.

De retour chez lui, il crée un journal patriotique : « le Correspondant Picard » journal militant pour les habitants de la Picardie : ses éditoriaux seront des réflexions critiques sur les différents décrets de l'Assemblée Nationale. En janvier 1791 la municipalité de Roye fait voter le rétablissement des droits d'entrée de la ville ; une émeute s'ensuit à l'instigation de BABEUF, et en mars 1791 l'Assemblée Nationale abolit ces droits d'entrée. Cette victoire détermine BABEUF à se battre pour la récupération par les paysans des biens communaux. Craignant son activisme, la municipalité de Roye le fait emprisonner le 9 avril 1791, mais il est libéré quelques jours plus tard à la suite d'une pétition.

Positionné à l'extrême avant-garde révolutionnaire, il adhère au club des Jacobins de Noyon et y développe ses idées sur le droit de veto du peuple, la publicité des votes des députés et la révocabilité de leurs mandats. Il remet en question la loi agraire et propose le rétablissement effectif de l'égalité primitive. Mais les Jacobins ne le soutiendront pas et à l'automne 1791 il cesse de les fréquenter.

Le 20 avril 1792 la guerre est déclarée à l'Autriche. En septembre ont lieu les élections de la Convention remplaçant l'Assemblée Législative pour doter la France d'une nouvelle Constitution et renouveler les Administrations régionales. BABEUF réclame que la Déclaration des droits de l'homme garantisse une éducation gratuite pour tous les citoyens et ce jusqu'au point de les mettre tous à portée de remplir les différents emplois du gouvernement. Il propose également que les individus dont la subsistance n'est pas assurée par le revenu de leurs propriétés ou de leur travail puissent compter sur la société pour pourvoir à leurs besoins. Ces propositions, restées sans suite, lui permettent d'être l'un des trois électeurs désignés par la commune de Roye pour siéger à l'assemblée électorale du département de la Somme.

En septembre 1792 après la victoire de Valmy, la Convention proclame la République.

Élu au Directoire du district de Montdidier, BABEUF participe aux travaux dénonçant la survivance des pots de vins au sein de l'administration du district.

Le 21 janvier 1793 il applaudit à l'exécution de Louis XVI.

Entre-temps ses positions extrémistes lui valent beaucoup d'ennemis et en août 1792 il est condamné pour écriture de faux sur un acte de vente d'un bien ecclésiastique nationalisé dans lequel il avait illégalement substitué le nom d'un

agriculteur au détriment d'un spéculateur. Il est emprisonné en novembre 1793 et relâché le 18 juillet 1794 grâce à un jugement de cassation. Quelques jours plus tard, le 27 juillet, ROBESPIERRE et le gouvernement montagnard sont renversés.

En octobre, par nécessité financière, il publie « LE TRIBUN DU PEUPLE » organe de l'extrémisme révolutionnaire, et prend le pseudonyme de GRACCHUS BABEUF qui fait référence aux frères Gracques de la Rome antique - tribuns de la plèbe au II<sup>ème</sup> siècle av. J.C. - qui avaient fait voter une loi agraire reprenant aux riches familles romaines une partie des terres accordées dans le passé par le Sénat et les redistribuant à des citoyens pauvres. Les frères Gracques furent assassinés et leur loi abrogée.

Les pamphlets de BABEUF contre le nouveau régime thermidorien le conduisent à nouveau en prison en février 1795 sous l'accusation d'appel à la rébellion, au meurtre et à la dissolution de la représentation nationale. C'est là qu'il fait la connaissance de ses compagnons de lutte, notamment :

BUONAROTTI, DARTHE, GERMAIN et MARÉCHAL - qui sera le rédacteur du Manifeste des Égaux. En octobre 1795, après le coup d'état royaliste manqué du 13 vendémiaire, la dissolution de la Convention et l'avènement du Directoire, BABEUF et ses amis sont libérés.

Il reprend la publication du « Tribun du peuple » rappelant à chaque numéro ses thèses égalitaires. Il y écrit notamment :

*« Qu'est ce qu'une révolution politique en général ? Qu'est-ce, en particulier, que la révolution française ? - une guerre déclarée entre les patriciens et les plébéiens, entre les riches et les pauvres.*

*Guerre perpétuelle qui commence dès que les institutions tendent à ce que les uns prennent tout et à ce que qu'il ne reste rien aux autres ».*

*« Nous prouverons que tout ce qu'un membre du corps social a au-dessous de la suffisance de ses besoins de toute espèce et de tous les jours, est le résultat d'une spoliation de la propriété naturelle individuelle faite par les accapareurs de biens communs »*

*« Aucune raison ne peut faire prétendre une récompense excédant la suffisance des besoins individuels ».*

Mars 1796 BABEUF et ses amis se constituent en « Directoire Secret de Salut Public » dans l'intention de s'emparer du pouvoir politique par le biais d'une insurrection populaire : ce fut la « CONSPIRATION DES ÉGAUX ».

Les Égaux ne souhaitent pas s'emparer du pouvoir par un coup d'état mais plutôt impulser une insurrection populaire. Ils se définissent plutôt comme avant-garde révolutionnaire - idée que l'on retrouvera chez les anarchistes, trotskystes et situationnistes du XX<sup>ème</sup> siècle.

Le projet politique des Égaux est de rétablir la constitution de 1793 qui mettait l'accent sur les droits économiques et sociaux, le droit à l'instruction et la résistance à l'oppression par le droit à l'insurrection. Il préconise un décret économique établissant une grande communauté économique nationale,

propriétaire de tous les biens nationaux et communaux. Elle produirait en suffisance de quoi nourrir tous les indigents du pays. Sur une base volontaire, les citoyens pourraient y joindre leurs biens et consacrer leurs compétences aux travaux communs. En échange ils se verraient fournir tout ce dont ils auraient besoin en matière de logement, de nourriture, habillement, blanchissage, éclairage, et chauffage. Cette grande communauté s'étendrait progressivement à tout le pays.

Le principe de l'héritage étant aboli, toutes les propriétés finiraient par lui échoir au décès de leur détenteur courant. Tout adhérent bénéficierait de l'extinction de ses dettes. Seuls les membres de cette communauté détiendraient le droit d'élire les magistrats de la République.

Le 10 mai 1796 sur les 1200 membres actifs de cette conspiration, 600 conjurés sont arrêtés et 65 membres sont inculpés devant la Haute-Cour de justice transférée à Vendôme par crainte d'un soulèvement sur Paris.

Alors que la Haute-Cour de Justice a pour mission d'établir une fois pour toutes que le recours à l'insurrection est illégitime et que la Révolution est bel et bien terminée, la défense de BABEUF affirme la légitimité fondamentale de la conspiration des Égaux : « *Le but de la Révolution est le bonheur du plus grand nombre. Donc si ce but n'est pas atteint la Révolution n'est pas finie quoi que disent et puissent vouloir ceux qui ne désirent que substituer leur domination à une autre* ».

Le 26 mai 1797 BABEUF et DARTHÉ sont condamnés à mort, 7 autres conjurés - dont BUONARROTI et GERMAIN - sont condamnés à la déportation, les autres sont acquittés.

BUONARROTI, après plusieurs années d'emprisonnement, restera un activiste révolutionnaire, il fera partie de la « charbonnerie » (société secrète issue des carbonari italiens) où il initiera aux méthodes de la Conspiration des Égaux Auguste BLANQUI, figure emblématique de la gauche révolutionnaire.

Le Manifeste des Égaux sera considéré au XIX<sup>ème</sup> siècle comme le texte fondateur du socialisme moderne avec son appel à la réalisation d'une communauté de biens dont on peut d'ailleurs découvrir une expérimentation - inspirée des Phalanstères de FOURIER - qui dura 1 siècle, aux Familistères GODIN à Guise près de Saint-Quentin.

Cependant la Révolution Française en est restée à la différenciation raisonnable des fortunes avec l'accès possible à tous d'une forme de propriété. En fait les thèses Rousseauistes préconisent une société où tous les hommes vivant en Frères, l'inégalité des fortunes et des conditions disparaît devant le sentiment de fraternité qui domine tout et couvre tout. La fraternité propose de corriger par la chaleur des sentiments et les formes d'affection les distances fonctionnelles de la vie. Thomas JEFFERSON, 3<sup>ème</sup> président des États-Unis - et pourtant un des fondateurs du Parti Républicain - sera le défenseur d'une

forte fiscalité sur l'héritage, destinée à limiter la reproduction des inégalités et empêcher la formation d'une caste de rentiers.

Le XIX<sup>ème</sup> siècle avec la révolution industrielle voit apparaître l'Économie de Marché qui, à la différence de celle fondée sur l'exploitation des rentes foncières, est une économie commerçante liée à un incessant mouvement de marchandises supposé être le moteur d'une société d'Égalité de Marché : être l'égal d'autrui signifie se trouver avec lui dans un rapport de libre échange, de réciprocité. C'est de cette façon que l'argent, dans sa libre circulation, a pu être considéré comme acteur d'Égalité alors que son accumulation finit par constituer une nouvelle féodalité.

Les Lois de l'économie vont petit à petit nous amener à considérer que la nature est ennemie de l'Égalité et que l'Inégalité est le moteur positif et nécessaire du Monde Économique, d'où l'opposition entre Liberté et Égalité.

La LIBERTÉ a un caractère universel alors que l'ÉGALITÉ, reposant sur le projet d'un transfert de richesses, s'accompagne obligatoirement d'un pouvoir contraignant.

Dans une économie de croissance et d'innovation les penseurs libéraux voient la source du progrès dans les Supériorités.

Les Inégalités Sociales sont fonctionnellement nécessaires, elles constituent le socle de la division du travail et le moteur de l'Émulation. Parallèlement le Libéralisme Conservateur réduit la notion d'Inégalité Sociale en développant les idées de Responsabilité Individuelle et d'Inégalité Naturelle : la misère est toujours engendrée par l'imprévoyance, la corruption, la débauche et l'ivrognerie. Le remède à la pauvreté est « la bonne conduite ».

Selon TOCQUEVILLE, l'Égalité entraînerait l'avènement d'un monde dominé par le conformisme et la médiocrité, la généreuse société des semblables prenant le triste visage d'une masse commune.

A contrario pour le Socialiste Louis BLANC la concurrence exclut la Fraternité puisqu'elle est un combat.

Dans une société de concurrence généralisée voulue aujourd'hui par les Néo Libéraux le propre de toute morale est de considérer la vie humaine comme une partie que l'on peut perdre ou gagner, et d'enseigner à l'homme les moyens de la gagner. C'est dans la CONFRONTATION AU RISQUE que l'on devient soi-même. L'objectif est donc de faire que chacun puisse assumer le maximum de risques, le salarié se chargeant lui-même de sa protection sociale 'Santé, Retraite, Chômage'. L'État Providence est accusé d'entretenir une culture de la surprotection et de diluer la responsabilité individuelle. Les inégalités de revenus sont considérées comme secondaires.

Pourtant aux États-Unis les PDG des 200 + grandes entreprises gagnaient en 1990 150 fois + que le salaire moyen de leurs ouvriers, ce rapport n'était que de 35 fois en 1974 et aujourd'hui on en est à 300 fois (voire 1000 dans certaines entreprises).

Les données du marché du travail peuvent expliquer la hiérarchie des salaires entre un ouvrier et un cadre supérieur en tenant compte des différences de formation, capacités contributives respectives ou secteurs économiques concernés, mais la théorie économique est muette pour donner un contenu objectif aux + hautes rémunérations.

Les travaux des psychologues sur les motivations de l'Humain mettent surtout l'accent sur le fait que d'une manière générale nous sommes plus sensibles à ce que nous craignons de perdre ou espérons gagner qu'au contentement de ce que nous possédons.

En fait, à travers la question de l'Égalité se pose à nous celle de la Justice Sociale.

Comment peut-elle être réalisée sans donner naissance à un régime autoritaire et uniforme ?

De toute situation égale émergeront des inégalités qu'il faudra réprimer et de cette répression naîtra une inégalité entre ceux qui posséderont le pouvoir de répression et les autres.

Le problème devient alors la Domination et non l'Inégalité.

Pour le prix Nobel d'économie indien Amartya SEN : « *Une société juste et égalitaire se doit d'offrir un même ensemble de libertés formelles et matérielles à chacun. La justice sociale consiste à accorder à tous les individus les mêmes droits à une égale liberté d'accès aux moyens externes de l'épanouissement individuel, il faut en fait égaliser les possibilités d'accès, quitte à traiter de façon inégalitaire des situations d'origine qui seraient inégales* ».

Cette Égalité Complexe nécessaire à l'épanouissement d'une démocratie sociale ne vise donc pas tant à répartir de manière identique les biens disponibles mais plutôt à empêcher que la distribution des richesses ne soit génératrice de rapports sociaux de domination.

Un autre prix Nobel d'économie Joseph STIGLITZ, écrit dans son essai « le prix de l'inégalité », je cite : « *Dans le sillage de la crise financière de 2008 il existe aujourd'hui dans le monde un consensus croissant sur un constat : l'inégalité mène à l'instabilité et l'instabilité alimente l'inégalité ; à long terme réduction de l'inégalité et croissance durable pourraient donc être les 2 faces de la même pièce* ».

La veille de son exécution du fond de sa cellule Gracchus BABEUF écrivait :

**« Vivre ce n'est pas pâtir, ce n'est pas languir, ce n'est pas végéter à peine et se traîner tant bien que mal à grand renfort de privations et de misère depuis le berceau jusqu'à la fosse. Vivre c'est parcourir librement le cercle de notre existence en donnant à toutes les périodes dont elle se compose ce qui convient à notre organisation tant au physique qu'au moral ».**